

**Union européenne - Conseil affaires
étrangères/commerce - Le Conseil
adopte une nouvelle approche pour
la négociation et la conclusion des
accords commerciaux de l'UE -
Communiqué de presse du Conseil
de l'Union européenne
(Bruxelles, 22 mai 2018)**

Le Conseil a adopté, ce jour, des conclusions sur la négociation et la conclusion d'accords commerciaux de l'UE. Ces conclusions définissent les principes clés sous-tendant l'approche que le Conseil entend suivre désormais dans les négociations commerciales.

Cette nouvelle approche découle principalement de l'avis rendu par la Cour de justice en ce qui concerne la répartition des compétences entre l'UE et ses Etats membres pour la conclusion de l'accord de libre-échange UE-Singapour. Dans cet avis, la Cour estime que seules les dispositions relatives aux investissements étrangers autres que directs et celles relatives au règlement des différends entre investisseurs et Etats relèvent d'une "compétence partagée".

La nouvelle approche fait suite également au discours sur l'état de l'Union 2017 du président Juncker et à la communication de la Commission intitulée "Une politique commerciale équilibrée et novatrice pour maîtriser la mondialisation", qui insiste sur la nécessité de garantir la légitimité et le caractère inclusif des processus de négociation et d'adoption en matière de politique commerciale, que l'adoption de la décision finale ait lieu uniquement au niveau de l'UE ou également au niveau des Etats membres.

Dans ses conclusions, le Conseil prend note de l'intention de la Commission de recommander de scinder dans des accords séparés les dispositions relatives aux investissements, qui devraient être approuvées par l'UE et l'ensemble de ses Etats membres, et les autres dispositions commerciales relevant de la compétence exclusive de l'UE. Les conclusions exposent également l'approche que le Conseil entend suivre à l'avenir sur cette question, y compris dans le cas spécifique des accords avec l'Australie, la Nouvelle-Zélande et le Japon.

Elles insistent aussi sur le rôle du Conseil dans les négociations, en particulier sa participation à tous les stades du processus de négociation, et sur le fait qu'il importe d'oeuvrer pour parvenir à des décisions reposant sur un consensus, dans toute la mesure du possible, afin de garantir que les intérêts et les préoccupations de l'ensemble des Etats membres sont dûment pris en compte dans les accords commerciaux.

Dans ses conclusions, le Conseil insiste sur l'importance qu'il y a à tenir informées toutes les parties prenantes intéressées, y compris les parlements nationaux et la société civile, des progrès et du contenu des accords commerciaux en cours de négociation./.

